

GRÈCE

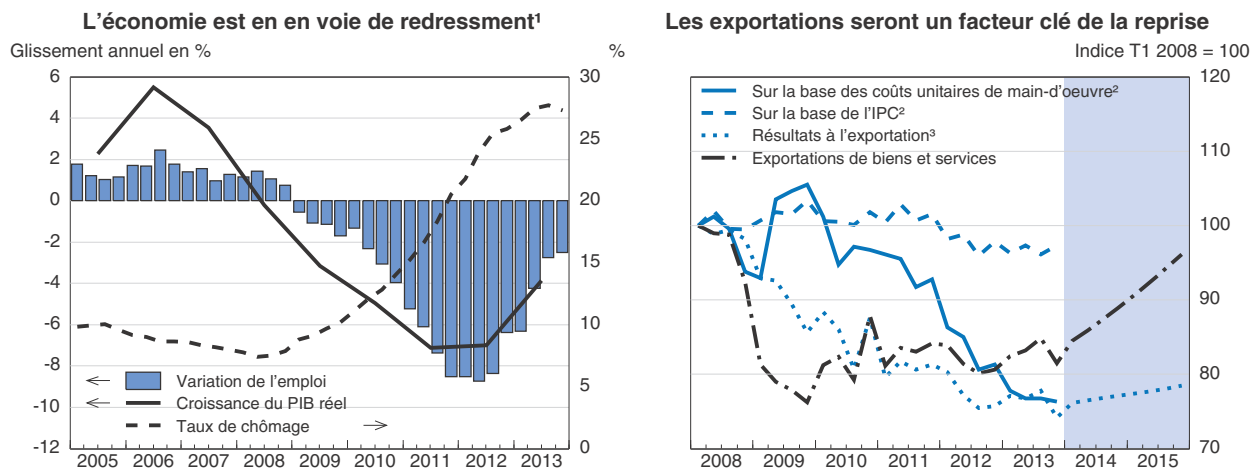
La croissance de la production redeviendra positive dans le courant de 2014 et continuera de se raffermir l'année suivante, à mesure que l'expansion des marchés mondiaux et l'amélioration de la compétitivité dopèrent les exportations et l'investissement. Le taux de chômage refluera lentement. Compte tenu de l'ample excédent de capacités et des pressions exercées par l'ajustement, les prix et les salaires resteront orientés à la baisse, mais leur recul sera plus modéré. La balance courante restera excédentaire.

De nouveaux efforts d'assainissement budgétaire sont nécessaires pour faire baisser le niveau de la dette, encore élevé, mais il conviendrait de laisser jouer les stabilisateurs automatiques autour de la trajectoire d'ajustement. Un nouveau plan d'allègement de la dette, prenant par exemple la forme d'un report des échéances et d'un abaissement des taux d'intérêt sur les prêts en cours, pourrait s'avérer nécessaire pour assurer la viabilité des finances publiques. La reprise économique étant également tributaire d'un meilleur accès au crédit, il importe de mettre en œuvre les mesures prévues pour restructurer les bilans des établissements bancaires. Une réduction supplémentaire des obstacles à la concurrence aurait un effet favorable sur l'investissement et la croissance.

L'économie sort d'une profonde récession

L'économie a commencé à se redresser grâce à la vigueur de l'activité touristique et à une confiance accrue. Malgré un taux de chômage très élevé, la situation du marché du travail semble en cours de stabilisation. Avec une faible demande intérieure, une offre de main-d'œuvre largement excédentaire et la libéralisation de certains marchés, et tandis que les effets des hausses de la fiscalité indirecte s'estompaient, l'inflation globale est restée négative durant les premiers mois de 2014. Les coûts unitaires de main-d'œuvre continuent de décliner parallèlement à la baisse des salaires.

Grèce



1. Les données du PIB réel sont annuelles alors que les statistiques de l'emploi et du chômage sont trimestrielles.
2. Indicateurs du taux de change effectif réel.
3. Les résultats à l'exportation sont mesurés par la différence entre la croissance des exportations et celles des marchés d'exportation, en volume.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933053828>

Grèce : **Demande, production et prix**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	222.2	-7.1	-7.0	-3.9	-0.3	1.9
Consommation privée	163.1	-7.7	-9.3	-6.0	-1.8	0.3
Consommation publique	40.7	-5.2	-6.9	-4.1	-4.0	-3.2
Formation brute de capital fixe	39.2	-19.6	-19.2	-12.8	-2.7	4.4
Demande intérieure finale	243.0	-9.2	-10.3	-6.5	-2.3	0.2
Variation des stocks ^{1,2}	-0.2	0.6	0.0	0.8	0.1	0.0
Demande intérieure totale	242.8	-8.7	-10.0	-5.4	-2.3	0.2
Exportations de biens et services	49.4	0.3	-1.7	1.8	4.5	7.7
Importations de biens et services	70.0	-7.3	-13.8	-5.3	-2.1	2.2
Exportations nettes ¹	-20.6	2.4	4.1	2.2	2.0	1.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.0	-0.3	-2.1	-1.3	-1.2
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	3.1	1.0	-0.9	-1.1	-1.0
Déflateur de la consommation privée	—	3.4	0.9	-1.5	-1.2	-1.0
Taux de chômage	—	17.7	24.2	27.3	27.1	26.7
Solde des administrations publiques ^{3,4}	—	-9.6	-8.9	-12.7	-2.5	-1.4
Dette brute des administrations publiques ⁵	—	179.9	167.5	186.0	188.7	188.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³	—	170.3	157.2	175.1	177.7	177.2
Balance des opérations courantes ⁶	—	-9.9	-2.4	0.7	0.2	0.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris l'erreur statistique.


3. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.

4. Les données pour les années 2011, 2012 et 2013 comprennent l'impact total du soutien du gouvernement aux institutions financières. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce.

5. En pourcentage du PIB, valeur du marché. En 2011 et 2012, dû à de larges variations dans la valeur marchande de la dette publique, l'évolution de la dette brute des administrations publiques est approximée par l'évolution de la dette selon la définition de Maastricht.

6. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055500>

Atteindre un niveau d'endettement viable est un défi majeur

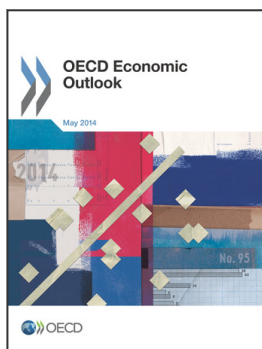
L'objectif consistant à dégager un excédent primaire des administrations publiques en 2013 (en dehors de l'impact total du soutien aux établissements financiers, évalué à environ 10½ pour cent du PIB) a été pour l'essentiel atteint (si l'on applique les principes du SEC95), et l'on note un dépassement de l'objectif fixé dans le programme d'ajustement économique. Pour 2014 et 2015, le déficit budgétaire global devrait être légèrement supérieur aux objectifs officiels du fait d'une croissance plus faible que prévu et en partant du principe que les stabilisateurs automatiques vont jouer leur rôle. Ramener la dette publique à un niveau soutenable exigera une croissance vigoureuse dans les années à venir ainsi que de nouveaux efforts d'ajustement budgétaire, même si ceux-ci ne seront pas aussi intenses qu'auparavant. Une croissance plus soutenue suppose aussi de nouvelles réformes structurelles pour stimuler la concurrence et un meilleur accès au crédit grâce à la restructuration des bilans des banques. Parallèlement, vu les conséquences sociales douloureuses de la crise, les pouvoirs publics devront continuer de veiller à ce que les effets positifs et négatifs de l'ajustement soient équitablement répartis.

Une lente reprise est prévue

L'économie devrait renouer avec la croissance au cours de la période examinée, à mesure que l'ajustement budgétaire s'atténuera, que la confiance reviendra et que les réformes structurelles continueront de renforcer la compétitivité. Les conditions de crédit devraient aussi s'améliorer grâce à la recapitalisation des banques et au nettoyage de leurs bilans, tandis que le remboursement des arriérés de la dette publique concourra à alimenter encore l'économie en liquidités. Le redressement de la demande extérieure et une mobilisation accrue des fonds structurels de l'Union européenne apporteront un soutien supplémentaire à la croissance. Les prix et les salaires continueront de baisser étant donné l'ampleur des capacités inutilisées et le niveau très élevé du chômage. À la faveur de prix plus compétitifs, la balance courante restera excédentaire au cours de la période considérée.

Les risques sont orientés à la baisse

Des retards dans l'application du programme d'ajustement pourraient peser sur la confiance et l'investissement. Le système bancaire est encore exposé à des risques, notamment au poids considérable des prêts improductifs, et les conditions de crédit pourraient s'avérer plus restrictives qu'anticipé. En revanche, la liquidité pourrait être plus abondante qu'escompté par suite de la recapitalisation des grandes banques et du retour de la Grèce sur les marchés propre à consolider la confiance. Les exportations et la croissance pourraient dépasser les prévisions grâce au net redressement de la compétitivité internationale, et l'accélération de la mise en œuvre du programme de privatisations devrait également conforter la confiance.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Grèce », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-19-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.